

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Merkel/Sarkozy osent menacer les citoyens français s'ils remettent en cause leur inacceptable traité

- Politique -

Date de mise en ligne : lundi 6 février 2012

Démocratie & Socialisme

Alors là, il n'est même pas nécessaire de jouer de la corde dite « souverainiste » car il s'agit d'un diktat, d'un ultimatum, d'un acte de dictature binational et surtout néo-libéral. Il s'agit de démocratie plus que de nation. Mais là, ils charrient !

À 80 jours des élections en France, Merkel et Sarkozy viennent de signer un insupportable « traité » d'austérité budgétaire où ils prétendent imposer une « règle d'or » par-dessus la volonté des peuples, par-dessus celle des citoyens Français avec... sanction automatique. Merkel et Sarkozy se sont précipités pour le faire, non seulement sans consultation populaire, mais qui plus est avant les élections imminentes.

Et l'un comme l'autre menace : « *c'est un engagement d'état pas un engagement politicien* » Sarkozy en rajoute : « *quand l'Allemagne signe un traité, quand la France signe un traité, ils engagent le peuple allemand et le peuple français, pas les Français de droite ou de gauche, les Allemands de gauche ou de droite* ».

Il prétend que c'est la démocratie, mais pas du tout : c'est le viol de la démocratie !

« *Nos pays sont beaucoup plus importants que nos personnes* », a-t-il dit. On ne dirait pas car s'il respectait son pays, il ne procéderait pas ainsi.

« *C'est la base de tout* ». « *Maastricht, c'était François Mitterrand* », a poursuivi le chef de l'Etat français. Non, car il y a eu referendum. « *Imaginez qu'au prétexte que François Mitterrand était socialiste, Jacques Chirac, qui lui a succédé, aurait dû dire : « ce traité était mauvais par le seul fait que mon prédécesseur était de gauche* ». Bah non car il y a eu referendum et Chirac y était favorable.

« *Ce n'est pas comme ça qu'on dirige une grande nation, ce n'est pas comme ça qu'on défend les intérêts de son pays* », a insisté M. Sarkozy. En effet, on ne s'impose quand on est contesté, au fond des sondages, au bord d'être battu, en imposant un texte dont chacun sait qu'il est rejeté par une majorité de l'opinion.

« *C'est la parole de la France et la parole de l'Allemagne, pas la parole de la droite de l'Allemagne ou de la droite de la France* ».

Bah non, dans ces conditions, c'est la parole de Sarkozy, pas de la France.

C'est insolent de mensonge et de mauvaise foi. Car aussi bien pour Maastricht que pour le TCE il y a eu des referendums.

Mitterrand, quoique, à la fin de son mandat, a organisé un referendum, il n'a pas imposé le traité à marche forcée en disant, « *c'est comme ça et mon successeur devra l'endosser* ».

Par contre à l'envers, Chirac a fait un referendum, il l'a perdu et cela s'imposait à son successeur Sarkozy lequel s'est assis sur le vote des Français et a imposé le traité !

Merkel/Sarkozy osent menacer les citoyens français s'ils remettent en cause leur inacceptable traité

« C'est la parole de la France et la parole de l'Allemagne, pas la parole de la droite de l'Allemagne ou de la droite de la France » rajoute Sarkozy sans vergogne .

Encore une fois non, dans ces conditions, c'est la parole de la droite et nul n'imposera aux citoyens français un traité dont ils ne veulent pas. Et ce n'est pas le rôle de Mme Merkel de porter un jugement sévère sur le candidat de gauche parce que celui-ci a annoncé son intention de renégocier ce traité s'il était élu en mai. Il en sera ainsi et tout diktat sur la souveraineté de notre vote est inacceptable.

Pareillement contre les Grecs :

« Les Grecs ont pris des engagements, ils doivent les respecter scrupuleusement, il n'y a pas le choix, le temps presse, c'est une affaire de jours, maintenant il faut conclure. C'est un message sans ambiguïtés » à la Grèce, lance Sarkozy en guise d'ultimatum. *« Il ne peut y avoir de nouveau programme »* d'aide financière à la Grèce *« si elle ne conclut pas avec la troïka »* des créanciers publics d'Athènes, réunissant la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international, a confirmé la chancelière, à l'issue d'un conseil des ministres franco-allemand. *« Je ne comprends pas très bien l'intérêt qu'il y aurait à laisser passer encore du temps, le temps presse »*, menace Mme Merkel. *« Maintenant il faut conclure »* (sic) Concernant toutes les demandes faites par Merkel et Sarkozy, la chancelière a rajouté : *« Nous n'entendons pas déroger à cette position »*. On n'a jamais vu pareil ton : pour qui se prennent-ils ? Ils déjantent ? Ils se prennent pour des dictateurs ?

La Grèce est soumise à leurs exigences barbares : salaires, retraites, santé, école, services publics, tout est bradé cruellement par la force de la volonté de la troïka pour faire plaisir aux banquiers. C'est une mise à sac sans précédent d'un pays hors guerre, en temps dit de paix, et hélas, au nom de l'Europe. Jamais on a vu une telle mise à sac, chômage, misère, famine, pandémies, récession, tout s'accumule dans une course aberrante à l'austérité imposée par la troïka. Et là, de l'Élysée, hors des institutions européennes, un duumvirat dicte ses impitoyables conditions. Où va-t-on si on accepte cela ?

Gérard Filoche